

Conférence internationale sur l'Irak

Articles

Le 7 mai 2007 |

Quatre ans après la fin de la guerre, l'Irak est toujours ravagé par la violence. Dimanche 6 mai, 29 personnes sont mortes et 63 ont été blessées dans un attentat à Bagdad, la capitale. A Samarra, une autre ville du pays, 6 policiers ont été tués dans un autre un attentat.

Ces attentats ont eu lieu 2 jours après la Conférence internationale sur l'Irak. Jeudi 3 et vendredi 4 mai, les responsables politiques d'une cinquantaine de pays et d'organisations internationales s'étaient réunis en Egypte pour voir comment améliorer la sécurité et redresser l'économie de l'Irak. A cette Conférence, il y avait notamment les responsables des Nations unies, des pays voisins de l'Irak (Iran, Jordanie, Koweït, Arabie saoudite, Syrie et Turquie), de l'Egypte, de la Ligue arabe, de l'Union européenne, des 8 pays les plus industrialisés ([États-Unis](#), [Japon](#), [Allemagne](#), [Royaume-Uni](#), [France](#), [Italie](#), [Canada](#) et [Russie](#)).

Sur la question de la sécurité, l'affaire n'est pas gagnée. Presque tous les jours, il y a des attentats en Irak. Et on ne sait toujours pas quand et comment les troupes d'occupation, dirigées par les Etats-Unis, quitteront le pays. Mais les pays qui participaient à la Conférence internationale se sont engagés à lutter contre le terrorisme et à ne pas intervenir dans les affaires internes de l'Irak. Tous ont rappelé qu'ils veulent empêcher tout transfert d'armes et de terroristes en Irak. Les pays voisins de l'Irak vont mieux coopérer pour mieux contrôler les frontières du pays. L'Iran et l'Arabie Saoudite, en particulier, ont répété qu'ils veulent aider à la fin des violences en Irak.

Sur la question de l'économie, la communauté internationale s'est engagée à réduire la dette du pays. Une partie de la dette de l'Irak a déjà été annulée mais elle est encore estimée à presque 40 milliards d'euros. On le sait, la principale richesse du pays est le pétrole. Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, il n'y a toujours pas de loi en Irak pour savoir comment redistribuer les revenus du pétrole. Il y a surtout du pétrole dans le Nord du pays où vivent les Kurdes et dans le Sud, où vivent les musulmans chiites. Par contre, dans les régions où vivent les musulmans sunnites, minoritaires dans le pays, il n'y a pas beaucoup de pétrole. A la fin de ce mois, le gouvernement irakien devrait faire une loi. L'argent du pétrole serait alors redistribué dans les différentes régions du pays selon le nombre d'habitants. Cette loi, si elle est acceptée par toutes les communautés, pourrait calmer les violences. Il y aurait alors un espoir de paix en Irak.